

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 21/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 
AGROGAZ des Pays de Trie
11 chemin CHE d'ANTIN
65220 Bernadets-Debat

Références : 2023-0175-Dp
Code AIOT : 0003700588

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement AGROGAZ des Pays de Trie implanté 21 chemin du lac 65220 Fontrailles. L'inspection a été annoncée le 25/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGROGAZ des Pays de Trie
- 21 chemin du lac 65220 Fontrailles
- Code AIOT : 0003700588
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAS AGROGAZ DES PAYS DE TRIE est autorisée à exploiter une unité de méthanisation située à Fontrailles par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2017 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 11 août 2020 et 24 février 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise sur le marché des digestats
- action nationale: prévention des fuites de biogaz

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Mise sur le marché et utilisation de digestats	Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe	/	Lettre de suite	1 mois
6	composition du biogaz	AP Complémentaire du 11/08/2020, article 3.1.2	/	Lettre de suite	1 mois
8	programme de maintenance préventive	AP Complémentaire du 12/08/2020, article 7.3.9.2	/	Lettre de suite	1 mois
9	phase de démarrage des installations	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 7.3.9.3	/	Lettre de suite	1 mois
11	Prévention des risques liés au biogaz	AP Complémentaire du 15/08/2020, article 7.3.10.1	/	Lettre de suite	1 mois
17	Prévention des risques liés au biogaz	AP Complémentaire du 21/08/2020, article 7.3.10.7	/	Lettre de suite	1 mois
18	Prévention des risques liés au biogaz	AP Complémentaire du 21/08/2020, article 7.3.12	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise sur le marché et utilisation de digestats	Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe	/	Sans objet
2	Mise sur le marché et utilisation de digestats	Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe	/	Sans objet
3	Mise sur le marché et utilisation de digestats	Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe	/	Sans objet
4	Mise sur le marché et utilisation de digestats	Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	surveillance du procédé de méthanisation	AP Complémentaire du 11/08/2020, article 7.3.9.1	/	Sans objet
10	soupape de sécurité et évent	AP Complémentaire du 14/08/2020, article 7.3.9.5	/	Sans objet
13	Prévention des risques liés au biogaz	AP Complémentaire du 16/08/2020, article 7.3.10.2	/	Sans objet
16	Prévention des risques liés au biogaz	AP Complémentaire du 19/08/2020, article 7.3.10.5	/	Sans objet
19	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 13/08/2020, article 1.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le site était bien entretenu. Une non conformité a été constatée concernant la mise sur le marché des digestats, avec de mauvaises références réglementaires retenues par le bureau d'analyse pour statuer sur la conformité du produit.

Des améliorations doivent également être apportées sur la traçabilité des opérations d'entretien et de maintenance, notamment des organes de sécurité (détecteurs, torchère, analyseurs en continu). Des justificatifs sont également à transmettre concernant certains tests réalisés préalablement à la mise en service de l'installation, notamment les tests d'étanchéité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise sur le marché et utilisation de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur le marché et utilisation de digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I-II-2. Le méthaniseur</p> <p>Le procédé est soit de type discontinu en voie sèche mésophile ou thermophile, soit de type continu en voie liquide mésophile ou thermophile avec une agitation mécanique.</p> <p>La digestion se réalise dans un méthaniseur à une température comprise entre 34 et 50 °C pour le procédé mésophile et au-dessus de 50° pour le procédé thermophile, et à un pH compris entre 7 et 8,5. La première digestion peut être suivie d'une phase de post-digestion dans un post digesteur chauffé ou non. Le méthaniseur est alors constitué par le digesteur unique (lieu de la première digestion citée) ou par le digesteur ainsi que le post digesteur.</p> <p>Le temps de séjour moyen (8) du digestat dans le méthaniseur correspond à la durée entre l'entrée et la sortie du digesteur dans le cas d'un processus discontinu ou à la durée théorique du contact entre les matières premières entrant dans le méthaniseur et la biomasse déjà présente dans le cas d'un processus continu. Cette durée est d'au moins 50 jours pour le procédé mésophile et d'au moins 30 jours pour le procédé thermophile. La température et le pH du digesteur sont contrôlés et enregistrés, de façon continue ou régulière selon le plan de suivi de l'unité. Les enregistrements sont archivés et conservés au moins deux ans.</p> <p>Dans le cas de matières premières constituées de déjections de volailles ou autres oiseaux captifs avec ou sans litière, un délai de 60 jours minimum entre la sortie des déjections de volailles du bâtiment d'élevage et l'épandage du digestat (le cas échéant, fraction liquide et solide) doit être respecté. Le digestat ne peut donc pas être livré en vue d'être épandu avant que ce délai de 60 jours ne soit atteint au titre de l'arrêté ministériel du 8 février 2016 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire.</p> <p>Pour les autres espèces, des arrêtés peuvent venir compléter ces dispositions relatives au lisier au titre sanitaire.</p> <p>Le digestat conforme au présent cahier des charges peut être brut ou avoir fait l'objet d'une séparation de phase. Il résulte d'un procédé sans utilisation de polymères synthétiques. Dans le cas où une séparation de phase est effectuée, la fraction liquide et la fraction solide constituent deux produits distincts devant chacun respecter les conditions du présent cahier des charges.</p> <p>Constats : Le procédé exploité sur le site AGROGAZ est un procédé mésophile en continu avec agitation mécanique. Le jour de l'inspection, la température dans le digesteur en fonctionnement était de 38°C.</p> <p>Le temps de séjour est en moyenne de 60 jours (temps calculé en fonction du volume des installations et du débit des matières entrantes).</p> <p>La température et le pH du digesteur sont contrôlés en continu et reportés en salle de contrôle (contrôle continu automatisé).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise sur le marché et utilisation de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur le marché et utilisation de digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vérification des critères mentionnés aux tableaux 2, 3, 4 et 5 ainsi que les critères agronomiques à inscrire sur le document d'accompagnement du lot de produit tels que mentionné au IV-III est effectuée pour chaque lot sur des échantillons représentatifs du produit. Le lot correspond à la quantité de digestat conforme au cahier des charges produite dans des conditions analogues et sur une période définie par l'exploitant ne pouvant pas excéder une année. Lorsque le tonnage de digestat conforme au présent cahier des charges est supérieur à 5 500 tonnes par an, nombre analyse 2 si < 11 000 t/an / 3 si < 16 500 t 4 si < 22 000 t et 5 si supérieur à 22 000 t/an.
Constats : Le digestat liquide est actuellement stocké dans le deuxième digesteur équipé d'un système d'agitation. A terme, ce dernier sera stocké dans une lagune étanche de 14 000 m ³ équipée d'un système d'agitation (voir point de constat n°19).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise sur le marché et utilisation de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur le marché et utilisation de digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I-II-3. Le stockage des matières premières et du produit Les matières premières visées au I-I ainsi que le produit sont stockés de manière à prévenir tout risque de contamination des unités de production alentours. Les conditions de stockage du produit préviennent tout risque de contamination par des matières non digérées par le méthaniseur. Le principe de « marche en avant » des matières, permettant d'exclure la rencontre des matières entrantes et du produit, est respecté. Le produit liquide est stocké dans des fosses couvertes équipées d'un système d'agitation permettant d'assurer son homogénéité. Ces prescriptions sont sans préjudice de mesures administratives qui pourraient être imposées pour des raisons sanitaire, phytosanitaire ou environnementale.
Constats : L'exploitant réalise une surveillance mensuelle des digestats solides et liquides produits. Cette fréquence est conforme aux exigences fixées par l'arrêté ministériel du 22/10/2020 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation agricoles en tant que matières fertilisantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mise sur le marché et utilisation de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur le marché et utilisation de digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III-III. - Traçabilité Le responsable de la mise sur le marché tient à la disposition de l'autorité compétente les éléments mentionnés ci-dessous. Registre d'entrée des matières premières dans l'installation de méthanisation : Chaque apport de matières premières est enregistré en spécifiant : <ul style="list-style-type: none">- le type de matières premières conformément au I-I ;- la quantité livrée (tonnage) ;- la date de réception et, lorsqu'elle est différente, la date d'incorporation dans le méthaniseur ;- le fournisseur (nom, coordonnées, le cas échéant son numéro d'élevage) ;- le transporteur (nom, coordonnées) ;- le lieu de stockage des matières entrantes. Registre du produit et des départs : <ul style="list-style-type: none">- Identification du lot du produit ; Au fur et à mesure des départs de tout ou partie du lot du produit, sont enregistrés : <ul style="list-style-type: none">- le(s) destinataire(s) (nom, coordonnées) ;- le(s) transporteur(s) (nom, coordonnées) ;- la quantité (tonnage) ;- l'identification du lot sur la facture du destinataire.- Les analyses effectuées sur le lot du produit conformément au III.I et au IV-I.
Constats : L'exploitant a présenté le registre de suivi des matières entrantes, ainsi que le registre de sortie des produits. Ces registres n'appellent pas d'observation. Un bilan trimestriel des matières premières traitées et digestats épandus est également transmis à chaque agriculteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mise sur le marché et utilisation de digestats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2020, article Annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Mise sur le marché et utilisation de digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A la sortie de l'installation de méthanisation, le produit respecte les limites fixées par les tableaux 2, 3, 4 et 5.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'analyses sur les digestats liquides et solides. Ces analyses sont effectuées par le laboratoire agréé AUREA. Il a été constaté que les analyses effectuées n'étaient pas conformes aux exigences du IV-I de l'annexe à l'AM du 22/10/2020 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation d'intrants agricoles et/ou agro-alimentaires en tant que matières fertilisantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paramètre Zinc défini au tableau 2 n'est pas analysé (le chrome VI n'est pas à analyser car les mesures sur le chrome total sont < 2 mg/kg de matières sèches) - les valeurs seuils retenues par le laboratoire d'analyse pour statuer sur la conformité de l'échantillon ne correspondent pas aux teneurs maximales indiquées dans le tableau 2 de l'annexe à l'AM du 22/10/2020 : par exemple, la valeur seuil retenue par le laboratoire pour le cadmium est de 10 mg/kg de matières sèches alors que la valeur réglementaire est 1,5 mg/kg de matières sèches (valeur mesurée à 0,057 mg/kg MS donc conforme). - la teneur en impureté et inertes (tableau 4 de l'annexe à l'AM du 22/10/2020) n'est pas analysée. <p>Les dernières analyses transmises montrent toutefois pour les paramètres mesurés (Cd, Crtotal, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn, escherichia coli, HAP,..) une conformité des mesures aux teneurs maximales définies dans l'AM du 22/10/2020.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : composition du biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2020, article 3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, composition du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz produit est mesurée en continu au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. Le biogaz issu de l'installation de méthanisation est pré-traité dans un système de filtration sur charbon actif pour éliminer l'H₂S. La teneur maximale en H₂S du biogaz en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement d'épuration est de 5 ppm.</p> <p>Constats : La teneur en CH₄ et H₂S du biogaz est bien mesurée en continu. L'exploitant a un contrat annuel avec la société Verdemobil (constructeur de l'unité de traitement du biogaz) qui réalise l'entretien et la maintenance des équipements associés à l'unité de traitement de biogaz. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu présenter le jour de la visite, les rapports de l'organisme de contrôle attestant du calibrage annuel et de l'étalonnage initial de cet analyseur. La teneur maximale en H₂S est bien de 5 ppm (reporté en salle de contrôle).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : surveillance du procédé de méthanisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2020, article 7.3.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance du procédé de méthanisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'unité de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elle est notamment équipée de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés. Tout dysfonctionnement du procédé de méthanisation fait l'objet d'un enregistrement et d'une analyse des causes et des mesures correctives apportées
Constats : L'exploitant dispose de moyens de mesure permettant la surveillance du processus de méthanisation. Tous ces moyens de surveillance sont reportés sur un synoptique en salle de contrôle. La température dans le digesteur et la pression du biogaz produit sont contrôlés en continu. Des seuils d'alarmes sont identifiés pour chaque paramètre surveillé. Des détecteurs de niveau haut et très haut dans le digesteurs sont également présents avec alarme visuelle en salle de contrôle. Des mesures en continu de la qualité du biogaz ($H_2S/CH_4/O_2$) sont également présents et reportés en salle de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2020, article 7.3.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, programme de maintenance préventive
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation.
Constats : L'exploitant a présenté lors de l'inspection le programme de maintenance préventive : <ul style="list-style-type: none"> - des équipements associés à la production de biogaz (digesteurs, post-digesteurs,...) dont les opérations d'entretien et de maintenance ont été définies par Naskeo, mais sont réalisées en interne par l'exploitant. La société Naskeo intervient 4 fois par an pour des réparations ou des contrôles sur les opérations de maintenance réalisées par l'exploitant. Des contrôles quotidiens, hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels et annuels sont définis et réalisés avec un registre de suivi permettant de vérifier la bonne réalisation des différentes interventions programmées. Par exemple, les systèmes d'accroche de la membrane des digesteurs sont vérifiés quotidiennement, ainsi qu'un contrôle visuel et sonore sur l'étanchéité des équipements, le contrôle anti-gel des soupapes de respiration est lui contrôlé hebdomadairement, les capteurs de pression et de température sont étalonnés annuellement,..... - des équipements associés au traitement du biogaz : ces opérations sont toutes sous-traitées au constructeur Verdemobil. Le détail des opérations de maintenance réalisées par l'opérateur avec leur fréquence n'a pas pu être présenté le jour de la visite. L'exploitant doit donc justifier ce point. <p>L'exploitant dispose également d'un stock de pièces de rechange des équipements jugés sensibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : phase de démarrage des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/08/2020, article 7.3.9.3
Thème(s) : Risques accidentels, phase de démarrage des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étanchéité du digesteur, des canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et lors de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés. Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté préfectoral d'autorisation et aux caractéristiques définies dans le dossier de demande d'autorisation.
Constats : L'exploitant doit transmettre les rapports de contrôle des tests d'étanchéité réalisés avant la mise en service de l'installation. Les conduites de gaz doivent notamment faire l'objet de tests d'étanchéité réguliers, y compris les robinetteries et organes d'isolement (avec par exemple un appareil de mesure de fuites de gaz ou produit moussant). L'exploitant doit aussi justifier que les condensats du réseau biogaz sont purgés en point bas régulièrement. Le dossier technique d'achèvement des travaux n'a pas encore été adressé à Monsieur le Préfet, l'exploitant étant toujours en attente de mettre en place la solution finale de traitement du digestat brut. Suite au porter à connaissance transmis récemment (point de constat n°19), un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé au préfet actualisant les prescriptions réglementaires applicables au site. Le dossier technique devra être élaboré sur la base de cet arrêté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : soupape de sécurité et évent

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/08/2020, article 7.3.9.5
Thème(s) : Risques accidentels, soupape de sécurité et évent
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article 7.3.9.2 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.</p> <p>Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.</p>
<p>Constats : Les digesteurs sont bien équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un évent de respiration équipé d'un dispositif anti-gel. La disponibilité de l'anti-gel est vérifiée périodiquement et intégrée au plan de maintenance préventive. - d'une double membrane faisant office d'évent d'explosion.
Observations : Concernant les pièces mobiles de la soupape, l'exploitant doit justifier d'une maintenance préventive (vidange et nettoyage selon les préconisations du fournisseur).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des risques liés au biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/08/2020, article 7.3.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, comptage du biogaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'installation est bien équipée de dispositifs de mesure de la quantité de biogaz produit et de biogaz traité valorisé ou détruit. L'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées un bilan matière du biogaz produit.</p> <p>Les dispositifs de mesures seraient entretenus par le constructeur Verdemobil, mais l'exploitant n'a pas pu justifier de cet entretien (absence de traçabilité détaillée des opérations de maintenance et de vérification).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Prévention des risques liés au biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/08/2020, article 7.3.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, canalisations, dispositif d'ancrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion. Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs. Les canalisations aériennes de biogaz sont placées en dehors des zones de circulation. Elles sont équipées de vannes de coupure automatique asservies à des capteurs de pression (haute et basse). Ces vannes sont également actionnables manuellement. Elles sont parfaitement signalées, maintenues en bon état de fonctionnement et comportent une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.
Constats : Aucune non-conformité n'a été identifiée pour cette prescription qui est respectée par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention des risques liés au biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/08/2020, article 7.3.10.5
Thème(s) : Risques accidentels, ventilation des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : Les locaux sont convenablement ventilés. Le local d'épuration du biogaz disposent d'une ventilation mécanique secourue en cas de perte d'alimentation électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Prévention des risques liés au biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2020, article 7.3.10.7
Thème(s) : Risques accidentels, destruction du biogaz – torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence sur le site d'une torchère de sécurité, dimensionnée pour pouvoir brûler la totalité de la production de biogaz à tout moment, en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz (arrêt, dysfonctionnement) ou de surproduction. La torchère est implantée à plus de 10 mètres des autres équipements, et éloignée des voies de circulation. Elle est munie d'un dispositif arrête-flammes conforme à la norme NF EN ISO n° 16852. Elle dispose d'un déclenchement autonome, d'un surpresseur dédié et est secourue en électricité. Elle est équipée d'un système de ventilation avant rallumage ou arrêt, et d'un détecteur de flamme. Le bon fonctionnement de la torchère est testé mensuellement. Les déclenchements, essais, et la durée de fonctionnement de la torchère font l'objet d'un enregistrement sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation dispose bien d'une torchère équipée des organes de sécurité (anti-retour de flammes, détecteur flammes). L'exploitant doit justifier que le dispositif arrête-flamme est conforme à la norme NF EN ISO 16852. Le bon fonctionnement de la torchère est testé quotidiennement : un test a été fait lors de la visite d'inspection et a été concluant. En revanche, l'exploitant n'a pas pu présenter lors de la visite, le registre traçant les déclenchements, essais et durée de fonctionnement de la torchère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Prévention des risques liés au biogaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/08/2020, article 7.3.12
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux engagements mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation, notamment l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme judicieusement placé. L'exploitant dresse la liste exhaustive de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne qualifiée, déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter la liste des détecteurs présents. Ces détecteurs doivent faire l'objet de tests réguliers, d'opérations de maintenance et de calibrage notamment les détecteurs multigaz. L'exploitant doit justifier du bon entretien de ces détecteurs avec les fréquences de tests/entretiens retenus.</p> <p>Une consigne devra être mise en place concernant la remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/08/2020, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre,.... mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis le 14 février 2023 un porter à connaissance relatif à l'implantation d'une lagune de stockage de digestat. Suite à une difficulté d'approvisionnement de la centrifugeuse de phase, l'exploitant a décidé d'abandonner le traitement de digestat par évapo-concentration et de le remplacer par un séparateur de phase. Les digestats liquides produits seront stockés dans une lagune de 14 000 m³.</p> <p>Observations : L'exploitant doit compléter son porter à connaissance avec les éléments d'appréciations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - intégrer un plan d'ensemble des installations incluant la lagune (carte p16 du porter à connaissance), - détailler le système d'agitation mis en place dans la lagune et permettant d'avoir un produit à épandre homogène, - détailler la gestion des eaux de drainage de la lagune et du contrôle de fuite entre les 2 bâches étanches sous la lagune (synoptique p20)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet